

Le féminisme et son combat pour l'émancipation **de la femme : des différences à la convergence**

Si le féminisme est multiple dans ses expressions et ses combats, il est universel dans sa quête. C'est le principe qui ressort de la conférence-débat récemment organisée par le CRIC (Centre Régional d'Intégration de Charleroi) autour de la question. Avec une approche en trois axes repris dans le titre de la rencontre : « *Féminisme blanc, afro-féminisme, féminisme arabe... Regards pluriels sur le féminisme* ».

Pour évoquer les trois volets de la problématique, trois intervenantes se sont succédées à la tribune, abordant chacune sans surprise un des pans de la thématique du jour. La première à prendre la parole a été Noura Amer, présidente de l'asbl AWSA-Be. Cette dernière est une association laïque, mixte et indépendante de toute appartenance nationale, politique ou religieuse qui milite pour la promotion des droits des femmes originaires du monde arabe, à la fois dans leur pays d'origine et dans leur pays d'accueil. Elle vise conjointement à améliorer la condition des femmes de tous les pays du monde arabe et à créer des ponts entre les différentes cultures.

Ses activités sont organisées autour de deux axes : la sensibilisation à l'égalité entre les genres et aux droits des femmes, et l'amélioration de l'image de la femme arabe dans la société belge. AWSA-Be met en place de nombreuses activités qui vont de la chorale de chants arabes aux cours d'arabe moderne, en passant par des ateliers sur les droits de la femme et par les plus spectaculaires opérations « femmes au café » qui voient des groupes de femmes prendre place pacifiquement dans des établissements généralement fréquentés exclusivement par des hommes, pour y partager un moment de convivialité et s'inscrire dans un espace public dont elles sont habituellement éloignées, voire exclues.

Pour Noura Amer, le féminisme arabe, relativement méconnu en Europe, a connu trois vagues. La première est ce qu'elle appelle « le féminisme invisible » qui s'est installé en sous-main dans la société du dix-neuvième siècle. Au milieu du vingtième siècle, le féminisme a connu sa deuxième phase, visible cette fois. Il s'allie alors

avec le nationalisme pour mener un combat en faveur des droits civiques de la femme (droit à l'éducation, au travail, etc.). Enfin, au cours des années 80-90, apparaît une nouvelle forme de féminisme arabe, marquée par le retour à un pan de féminisme musulman, islamique, qui va chercher dans les textes religieux les éléments pour appuyer ses thèses.

Un projet politique et une vigilance

Deuxième oratrice à s'exprimer, Pascale Maquestiau, a parlé du féminisme, sous l'angle de son association appelée « Le monde selon les femmes » pour laquelle elle travaille comme chargée de mission. Cette organisation non gouvernementale est spécialisée dans la question du genre, en lien avec la question du développement et de l'éducation permanente. Elle travaille sous forme de recherches actions centrées sur les rapports de genre et notamment les violences sexuelles, que ce soit en Belgique, en Afrique ou en Amérique latine. L'idée est de croiser les regards et les éléments d'explication pour éclairer une série de questions cruciales : pourquoi ces mécanismes de persécution des femmes qui ont des mécanismes similaires dans toutes les régions du monde ? Pourquoi cette culture du viol comme arme de guerre ? Comment déstructurer ce mécanisme du viol comme prise de pouvoir sur la femme ?

Pour Pascale Maquestiau, les étapes clés du féminisme « blanc » sont constituées en trois vagues : la première portait sur l'émancipation politique et l'accès aux études. La deuxième avait trait aux matières de contraception et de maternité. La troisième enfin concernait les droits des femmes en tant que droits humains. Ces trois vagues sont jalonnées de dates-clés qui résonnent comme autant de pas en avant dans l'amélioration de la condition de la femme et, corollairement, comme autant de victoires pour le féminisme. En Belgique, cela va de l'obtention de quatre semaines de congé non rémunéré pour la travailleuse qui accouche (1885) à la loi anti-discrimination qui consacre l'égalité de traitement homme-femme (2007). Entre ces deux pôles se succèdent des étapes comme le droit de vote pour les femmes (1948), l'interdiction de licenciement pour raison de mariage ou de grossesse (1965), l'égalité parentale (1974) ou la dépénalisation de l'avortement (1990).

Pour l'intervenante, le féminisme est à la fois un projet politique et une vigilance qui partent de l'individu pour s'élargir à la sphère publique mondiale. Il combine les approches politiques et contre-culturelles (par exemple, sur la question des mutilations génitales), en opposition à des approches anthropologiques qui, à une certaine époque, validaient certaines pratiques (comme précisément les mutilations sexuelles) au nom du respect de la culture. Parallèlement, le projet est de développer l'auto-estime, l'estime de soi chez la femme, en faisant de l'éducation populaire le levier principal de l'intervention féministe (selon le concept de *l'empowerment*).

Devenir des actrices de changement

Troisième intervenante à prendre la parole, Maddy Tiembe a, elle, évoqué le volet africain du féminisme dans lequel elle est engagée à travers l'association AFEDE qu'elle préside. AFEDE (pour Action des FEmmes pour le DEveloppement) est une association qui lutte contre les violences faites aux femmes et, en particulier, contre le viol utilisé comme arme de guerre au Kivu et dans l'Est de la RDC (République démocratique du Congo). L'idée est de venir en aide aux femmes victimes de ces violences sexuelles, en luttant pour qu'elles recouvrent leur dignité et leur intégrité. Mais, au-delà de cette aide, il s'agit aussi de développer des moyens pour que les femmes deviennent des actrices de changement et de développement au sein de leur communauté, de leur région ou de leur nation.

Le constat tragique est que, dans certaines régions du globe et, notamment, en Afrique, la femme est en première ligne des victimes dans les zones de guerre. Dans ces régions, comme dans l'Est de la RDC, le statut de la femme qui est déjà précaire n'existe plus. Ce phénomène est dû, au départ, au poids de la culture et de la tradition et à l'emprise des chefs coutumiers. Le statut de la femme déjà compliqué en temps de paix devient carrément dramatique en zone de guerre, quand les combattants usent des exactions sur les femmes pour faire régner la terreur. L'AFEDE mène donc des actions concrètes sur le terrain (notamment au niveau de la scolarisation des enfants nés du viol) et des actions de sensibilisation hors des frontières.

Des convergences évidentes

Quelles passerelles peuvent être tissées entre les différents féminismes ? Les trois intervenantes se sont accordées pour souligner les convergences évidentes existant entre leurs actions. Celles-ci peuvent se regrouper sur deux axes : l'émancipation des femmes et son versant négatif, la lutte contre les oppressions des femmes. Quid, dès lors, de l'avenir dans le domaine ?

Comme le soulignait Noura Amer : « *Il faut créer une dynamique sur base des convergences mais il ne faut pas avoir peur des différences. On peut, par exemple, interroger le voile. Sur ce plan, on peut être contre le port du voile, mais on ne peut pas être contre les femmes voilées. Et le cas est vrai aussi pour la prostitution. Il faut trouver un terrain commun où chacun est respecté dans son individualité.* » Un point de vue partagé par Maddy Tiembe : « *Le message d'émancipation de la femme en Afrique a toujours émané de la diaspora. Cela a créé l'impression au pays que les porteurs de l'idée voulaient prendre le pouvoir, ce qui n'a évidemment jamais été le cas. Il faut continuer à créer la solidarité à partir des femmes de là-bas.* » Les trois points de vue complémentaires s'accordent donc, au final, sur le principe que le féminisme doit, en premier lieu, porter un système de justice mondiale.

Dominique Watrin